



Fonctionnaires : réponse aux déclarations du président de la République

En visite dans une usine, le président de la République a déclaré aux salariés : « *est-ce que vous pensez que l'avenir de vos enfants c'est uniquement d'être fonctionnaire ?* », « *S'il n'y a plus d'usine et plus d'activité économique, qui va payer les dépenses de l'Etat ?* », « *Ils sont payés avec vos impôts, avec les charges* ». Ces déclarations trompeuses et blessantes sont inacceptables sur la forme et sur le fond.

Sur la forme, personne n'est dupe, il s'agit de surfer sur la bonne vieille division « public/privé ». La stratégie est connue, mais elle est illégitime puisqu'elle ne vise qu'à diviser et s'appuie sur des raccourcis inexacts...

Sur le fond, elle est trompeuse.

- Il faut le redire avec force, les fonctionnaires participent à l'activité économique du pays. On retournera la question à Nicolas Sarkozy : que serait une société sans fonctionnaires, c'est-à-dire sans instituteurs, sans policiers, sans professeurs, sans chercheurs, sans infirmières, sans agents tenant l'Etat civil... ?
- Il est faux de dire que les charges paient les fonctionnaires, ce sont les impôts qui les paient (tout comme le prix d'un bien ou d'un service paie les salariés qui l'ont produit, c'est le cycle économique normal...), mais pour leur part, les charges paient la sécurité sociale, c'est-à-dire les retraites, les remboursements de frais de santé, l'indemnisation chômage... dont le total représente 30 % du revenu des Français.
- Sous-entendre que les fonctionnaires grèvent la compétitivité du pays est d'un simplisme inadmissible. N'en déplaise à Nicolas Sarkozy, la compétitivité est également le fruit des politiques publiques qui assurent : des infrastructures (réseau de transport...), une main d'oeuvre qualifiée et plutôt en bonne santé, des subventions (autant de facteurs dont bénéficient les entreprises) et un modèle social qui a permis de mieux résister à la crise. Du reste, il suffit de voir la publicité faite par les autorités publiques à l'extérieur de nos frontières pour comprendre l'inexactitude de ce type de propos. Ainsi, selon l'Agence française des investissements internationaux : « *En termes de coût global d'une entreprise, la France est leader européen des faibles coûts. En France, les coûts d'implantation d'une entreprise, incluant la main-d'œuvre, l'immobilier, le transport, les services publics et les taxes, sont très compétitifs. En incluant les charges de sécurité sociale, les coûts totaux de charges salariales sont plus faibles que ceux du Royaume-Uni ou de l'Allemagne* ».

Cette attaque anti-fonctionnaires n'est malheureusement pas le fruit du hasard : au-delà du fond anti-fonctionnaire conservateur traditionnel, elle s'inscrit dans une stratégie plus globale visant à remettre en cause la fonction publique dans son rôle et son statut (la mobilité en constitue un exemple tout comme la volonté affichée d'en finir avec le système actuel des pensions) sous couvert de l'argument que c'est en rognant sur les fonctionnaires qu'on rétablira la situation des finances publiques, ce qui est faux (on rappellera sur ce point que les allègements massifs d'impôt n'ont pas eu les effets économiques escomptés et qu'ils contribuent pour l'essentiel à la dégradation des finances publiques et des services publics).

« *On ne referra pas l'Etat sans les fonctionnaires. A fortiori contre eux. Je veux le redire : je n'aime pas la façon dont on parle des fonctionnaires dans notre pays. Chercher à faire des fonctionnaires les boucs émissaires de la faillite des politiques dont ils ne sont en rien responsables est indigne. Les fonctionnaires sont comme tout le monde, ils veulent être reconnus et ils veulent être respectés. Ils sont mal payés, mal considérés, mal respectés.* » Ces propos figurent au programme présidentiel de Nicolas Sarkozy : tout un programme il est vrai, bien loin des réalités et des actes...